

Les taux d'intérêt réels sont maintenant plus élevés qu'ils ne l'ont jamais été au cours des cinq dernières années. Rien ne prouve vraiment, après deux ans d'essai, que la hausse des taux d'intérêt puisse réellement conjurer les pressions inflationnistes. Au contraire, les taux d'intérêt élevés ont plutôt tendance à alimenter l'inflation dans les régions à forte croissance telles Toronto et Vancouver.

On dirait que le gouvernement agit comme s'il n'était pas responsable des taux d'intérêt élevés, qu'il faut plutôt accuser de vagues pressions internationales ou peut-être le gouverneur de la Banque du Canada. Qui est fondamentalement responsable des taux d'intérêt élevés au Canada? Ce ne sont pas les pays étrangers. Ce n'est pas le gouverneur de la Banque du Canada. Fondamentalement, c'est le gouvernement lui-même. La population du Canada le sait. Elle ne se laisse pas duper par l'image que donne le gouvernement de lui-même: un innocent piéton renversé par un autobus.

Le gouvernement a si bien réussi à hausser les taux d'intérêt que ceux-ci dépassent maintenant de deux points ceux des États-Unis. Dans un récent rapport, le Centre canadien du marché du travail et de la productivité insiste à juste titre, sur le fait que l'écart entre les taux d'intérêt canadiens et américains est excessif, et qu'il réduit notre compétitivité. Il a ralenti la croissance de l'emploi et rendu plus difficile l'adaptation aux changements. La solution réside partiellement dans l'élaboration d'une politique des taux d'intérêt qui serait propice au plein emploi. Dans cette optique, les politiques d'établissement des taux d'intérêt ne doivent pas avoir pour unique but de juguler l'inflation.

• (1320)

Autre effet de la politique monétaire restrictive du gouvernement, les États-Unis, d'autres pays et d'autres fonds étrangers, viennent au Canada chercher un rendement plus élevé que celui qu'ils pourraient obtenir chez eux. Ce faisant, les prêteurs étrangers achètent des dollars canadiens, ce qui signifie que le taux de change du dollar canadien devient moins stable et plus vulnérable aux décisions prises à l'extérieur du Canada.

La performance commerciale du Canada souffre de la hausse du dollar canadien, comme le confirment les récentes statistiques commerciales qui montrent que no-

tre surplus commercial mensuel a dégingolé, en février, à son plus bas niveau depuis presque un an.

Étant donné l'ampleur de la dette accumulée, la planification financière et le budget du gouvernement sont devenus trop sensibles aux taux d'intérêt. Les programmes qui devraient être disponibles pour aider les Canadiens sont pris dans un étau. Le gouvernement lui-même l'a reconnu en 1984 quand il a annoncé que les taux d'intérêt élevés limitaient la capacité du gouvernement de satisfaire les besoins prioritaires.

Quatre ans plus tard, comme il n'a pas réellement progressé dans la réduction du déficit, le gouvernement ne trouve rien de mieux à dire que les taux d'intérêt réduisent la capacité du gouvernement de satisfaire d'autres priorités.

Il répète aujourd'hui ce qu'il a dit il y a quatre ans. Exactement la même chose. Bref, il admet qu'il n'a rien fait même s'il connaissait l'existence du problème. Et il ajoute que les Canadiens doivent maintenant payer pour sa stupidité et sa prodigalité.

Des voix: Bravo!

M. MacLaren: La politique d'augmentation des taux d'intérêt du gouvernement a d'autres conséquences sociales malheureuses. Ce sont les Canadiens à revenus élevés, les riches, les rentiers, qui en profitent le plus. Elle entraîne en fait une redistribution régressive des revenus. Les épargnants nets, soit les personnes à revenus élevés, reçoivent les gains des emprunteurs nets qui sont généralement les personnes à faibles revenus. Est-il juste de transférer de l'argent des pauvres aux riches? Est-ce ainsi que le gouvernement prétend être juste envers tous les Canadiens?

Au lieu des contradictions de ce genre dont le budget d'hier est truffé, le Canada a besoin aujourd'hui d'un nouveau dosage, d'un nouvel équilibre entre l'imposition et sa politique budgétaire. Un tel équilibre ne se réalise pas en un jour. Il faut du temps. On aurait dû commencer le processus il y a quatre ans et on ne l'a pas fait. Il n'y a plus de temps à perdre et la première étape doit être la réduction des taux d'intérêt.

Dans son récent rapport annuel, le gouverneur de la Banque du Canada a laissé entendre que si le gouvernement décidait de contrôler ses dépenses, il pourrait réduire les taux d'intérêt pour éviter une récession. Le gouvernement devrait passer à l'action et réduire les taux d'intérêt le plus tôt possible.